

## **Compte-rendu de mandat Contre les licenciements**

**Ces cinq ans de mandat ont été marqués par l'ampleur des attaques contre l'emploi dans les pays de l'Union européenne. Nos eurodéputés ont été immédiatement en première ligne pour s'opposer aux licenciements, par exemple chez Michelin, dès septembre 1999, et relayer au Parlement européen la résistance des salariés concernés.**

A l'occasion de la lutte des salariés de Michelin, qui a culminé dans une grande manifestation de 60 000 personnes à Paris le 16 octobre 1999, ils ont été les seuls députés à réclamer, conjointement avec les élus de Lutte ouvrière, la mise en oeuvre de mesures législatives pour interdire les licenciements. Ils ont également soutenu les salariés de Daewoo, TotalElfina, d'Alstom, de Cellatex et d'autres entreprises touchées par des restructurations.

Fin mars 2001, les groupes Marks & Spencer et Danone annonçaient la fermeture de nombreux établissements et des milliers de licenciements. Alain Krivine est intervenu immédiatement au Parlement pour dénoncer "l'illégalité de la décision, dans la mesure où les syndicats et les comités d'entreprise n'ont pas été alertés". Suite à une manifestation des salariés de Marks & Spencer Strasbourg devant le Parlement, nous avons lancé un appel de députés qui a recueilli 70 signatures, pour "s'engager avec les organisations syndicales à prendre toutes les initiatives de solidarité à l'échelle de l'Europe, à interpeller les pouvoirs publics pour qu'ils usent de tous les moyens à leur disposition pour bloquer tout licenciement et toute suppression d'emploi". Alain Krivine et Roseline Vachetta ont été de toutes les manifestations contre ces licenciements, d'Evry à Londres, de Calais à Paris. Malgré l'ampleur de la mobilisation, la gauche au pouvoir en France (et majoritaire en Europe) a maintenu sa posture d'impuissance face au patronat et les salariés ne sont pas parvenus à obtenir satisfaction.

Pendant toute la suite de la législature, nos eurodéputés ont continué de manifester leur appui aux salariés en lutte pour défendre leur emploi, en revendiquant des mesures législatives contre les licenciements boursiers. Ainsi, en 2003, STMicroelectronics, groupe de haute technologie et de hauts rendements financiers, a décidé la suppression de centaines d'emplois en France et en Italie et la fermeture de l'usine de Rennes, après avoir empoché des centaines de millions d'euros de subventions publiques. Roseline Vachetta a participé aux manifestations, a organisé une audition de représentants syndicaux du groupe au Parlement, a interpellé la Commission et le Conseil pour obtenir leur prise de position sur ce scandale. Tout en noyant une fois de plus le poisson, leur réponse, selon laquelle par exemple le Conseil "partage les préoccupations de l'honorable parlementaire quant aux effets sociaux de délocalisations opérées par des groupes industriels qui ont par ailleurs bénéficié d'importantes subventions publiques au niveau national", a montré un embarras qui reflète un écho grandissant sur ce sujet dans la société.

**Délégation LCR au Parlement européen**

Vous trouverez tous les détails du mandat de nos députés sur: <http://www.lcr-europe.org>

Rouge n° 2064  
13/05/2004